

**PORTANT DES RESTRICTIONS TEMPORAIRES  
DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT**

**LE MAIRE,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1, L.2213-2, L.2213-6 et R.2122-8 ;

Vu le Code de la Route et notamment les article L.325-1 à L.325-3, R.411-21-1 et l'article R.417-10 ;

Vu l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière du 22 octobre 1963 8<sup>ème</sup> Partie – signalisation temporaire – modifiée ;

Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;

Vu le Règlement de Voirie Communal approuvé par délibération n°25 du Conseil Municipal en date du 19 novembre 2018 ;

Considérant qu'il convient, dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics, de réglementer la circulation et le stationnement des véhicules boulevard du Cami Salie, en raison de l'entretien des fossés ;

**ARRÊTE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** – **le Dimanche 18 Mai 2025, de 06h00 à 13h00**, le stationnement des véhicules est interdit et considéré comme gênant boulevard du Cami Salie dans sa partie comprise entre l'avenue de L'Europe et l'avenue Léon Blum, suivant la signalisation mise en place sur les lieux sauf pour les entreprises chargées des travaux.

**ARTICLE 2** – **Durant la période définie à l'article 1<sup>er</sup>**, la circulation des véhicules est interdite boulevard du Cami Salie dans sa partie comprise entre l'avenue de L'Europe et l'avenue Léon Blum, suivant la signalisation mise en place sur les lieux par l'entreprise réalisant les travaux.

**- l'accès riverains est maintenue.**

**ARTICLE 3** – Le service signalisation temporaire de la commune mettra à disposition avenue de L'Europe dans son angle avec le boulevard du Cami-Salié et boulevard du Cami-Salié dans son angle avec l'avenue Léon Blum, une barrière de police supportant un panneau sens interdit que le pétitionnaire mettra en place avant le début de l'occupation. Il sera responsable de la conformité du positionnement de cette signalisation pendant toute la durée de la présente autorisation. Dès la fin de l'occupation, le pétitionnaire devra remiser les barrières de police sur le trottoir

**ARTICLE 4** – Tout véhicule en stationnement gênant ou en infraction aux dispositions du présent arrêté sera enlevé et mis en fourrière à la diligence des Services de Police aux risques et périls du propriétaire du véhicule. Cette opération sera effectuée par les Services Techniques Municipaux ou par les soins d'une société agréée et dûment requise à cet effet. Les frais d'enlèvement et de mise en fourrière seront à la charge de l'utilisateur du véhicule ayant commis l'infraction.

**ARTICLE 5** – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plate-forme « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) », dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la commune.

**ARTICLE 6** – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la commune.

Publié le 02/05/2025

Fait à Pau, le 28 avril 2025